



## La guerre et le gaz naturel : l'invasion israélienne et les gisements de Gaza en mer

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 12 novembre 2013

12 janvier 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

L'invasion militaire de la Bande de Gaza par les Forces israéliennes, est directement liée à la possession et au contrôle de réserves stratégiques de gaz en mer.

Il s'agit d'une guerre de conquête: on a découvert de vastes réserves de gaz au large du littoral de Gaza en 2002.

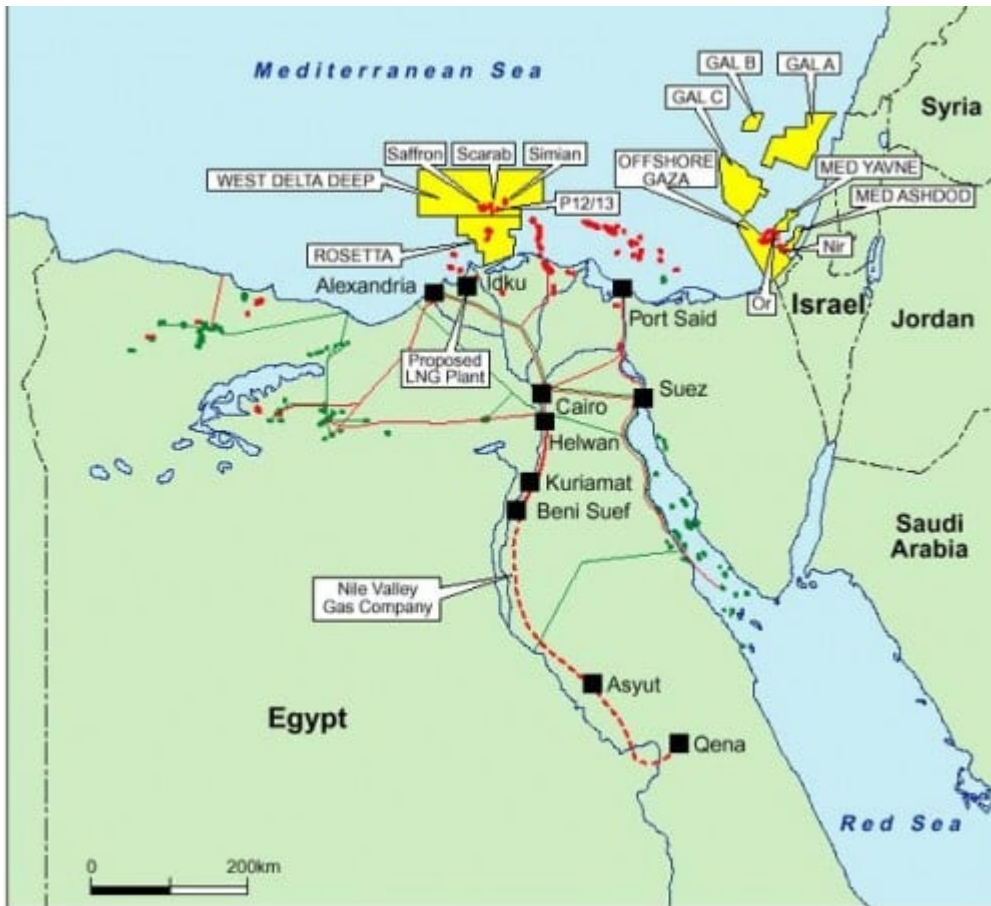
Dans un accord signé en novembre 1999, l'Autorité palestinienne (AP) a garanti des droits de prospection de gaz et de pétrole d'une durée de 25 à [British Gas \(BG Group\)](#) et son partenaire situé à Athènes [Consolidated Contractors International Company](#) (CCC), une propriété des familles libanaises Sabbagh et Koury.

Ces droits sur les gisements de gaz en mer sont de 60 % pour British Gas, de 30 % pour Consolidated Contractors, et de 10 % pour le Fonds d'investissement palestinien. (Haaretz, 21 octobre 2007)

L'accord AP-BG-CCC inclut l'exploitation des gisements et la construction d'un gazoduc. (*Middle East Economic Digest*, 5 janvier 2001)

La licence de BG couvre toute la zone maritime située au large de Gaza, laquelle est contiguë à plusieurs installations gazières israéliennes. (Voir la carte ci-dessous). Il convient de souligner que 60 % des réserves de gaz le long du littoral de Gaza et d'Israël appartient à la Palestine.

BG Group a foré deux puits en 2000 : Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2. British Gas estime que les réserves sont de l'ordre de 1,4 billions de pieds cubes, évaluées à environ 4 milliards de dollars. Ce sont les chiffres publiés par British Gas. La dimension des réserves de gaz palestiniennes pourrait s'avérer largement supérieure.



Carte 1



Qui possède les réserves de gaz?

La question de la souveraineté sur les gisements gaziers de Gaza est cruciale. D'un point de vue légal, ces réserves appartiennent à la Palestine.

La mort de Yasser Arafat, l'élection du gouvernement du Hamas, ainsi que la débâcle de l'Autorité Palestinienne ont permis à Israël de prendre *de facto* le contrôle de ces réserves.

British Gas (BG Group) a négocié avec le gouvernement de Tel-Aviv. En revanche, le gouvernement du Hamas n'a pas été consulté en ce qui a trait à la prospection et

l'exploitation des gisements gaziers.

L'élection du premier ministre Ariel Sharon en 2001 fut un tournant majeur dans cette affaire. À l'époque, la souveraineté de la Palestine sur les réserves gazières en mer était contestée à la Cour suprême d'Israël. M. Sharon affirmait sans ambiguïté qu'« Israël n'achèterait jamais de gaz de la Palestine », suggérant ainsi que les réserves marines de Gaza appartenaient à Israël.

En 2003, Ariel Sharon a opposé son veto à un premier accord, qui aurait permis à British Gas d'approvisionner Israël en gaz naturel provenant des puits marins de Gaza. (*The Independent*, 19 août 2003).

La victoire électorale du Hamas en 2006 a contribué à la chute de l'Autorité Palestinienne, par conséquent confinée à la Cisjordanie sous le régime mandataire de Mahmoud Abbas.

En 2006, British Gas «était sur le point de signer un accord pour acheminer le gaz en Égypte. » (Times, 28 mai 2007). Selon les reportages, le premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair est intervenu pour le compte d'Israël pour faire capoter l'accord avec l'Égypte.

L'année suivante, en mai 2007, le Cabinet israélien a approuvé une proposition du premier ministre Ehud Olmert, « d'acheter du gaz de l'Autorité Palestinienne. » Le contrat proposé était de 4 milliards de dollars et les profits envisagés à 2 milliards de dollars, dont un milliard irait aux Palestiniens.

Toutefois, Tel-Aviv n'avait aucune intention de partager ses recettes avec la Palestine. Une équipe de négociateurs israéliens a été constituée par le Cabinet israélien afin d'arriver à un accord avec le BG Group en écartant à la fois le gouvernement du Hamas et l'Autorité Palestinienne:

«Les autorités de la Défense israéliennes veulent que les Palestiniens soient payées en biens et en services, et insistent pour que le gouvernement du Hamas ne reçoive aucun argent.» (Ibid, souligné par l'auteur.)

L'objectif était avant tout de rendre caduc le contrat signé en 1999 entre le groupe BG Group et l'Autorité Palestinienne., alors sous Yasser Arafat.

En vertu de l'accord proposé en 2007 avec BG, le gaz palestinien des puits marins de Gaza devait être acheminé au port israélien d'Ashkelon par un gazoduc sous-marin, transférant ainsi à Israël le contrôle de la vente du gaz naturel.

Le plan a échoué et les négociations ont été suspendues :

«Le chef du Mossad, Meir Dagan, s'est opposé à la transaction pour des raisons de sécurité, craignant que les recettes engrangées ne servent à financer le terrorisme (Membre de la Knesset Gilad Erdan, allocution à la Knesset sur « Les intentions du vice-premier ministre Ehud Olmert d'acheter du gaz des Palestiniens alors que les paiements profiteront au Hamas », 1er mars 2006, cité dans l'article du lieutenant-général (à la retraite) Moshe Yaalon, [Does the Prospective Purchase of British Gas from Gaza's Coastal Waters Threaten Israel's National Security?](#) Jerusalem Center for Public Affairs, octobre 2007)

L'intention d'Israël était d'éviter la possibilité que des redevances soient payées aux

Palestiniens. En décembre 2007, BG Group s'est retiré des négociations avec Israël, et, en janvier 2008, ils ont fermé leur bureau en Israël. ([site Internet de BG](#)).

Le plan d'invasion à l'étude

Selon des sources militaires israéliennes, le plan d'invasion de la bande de Gaza, nommé l'«Opération Cast Lead» (Opération Plomb durci) a été mis en branle en juin 2008 :

« Des sources de la Défense ont déclaré qu'il y a six mois [en juin ou avant], le ministre de la Défense Ehoud Barak a demandé aux Forces Israéliennes de se préparer pour cette opération, bien qu'Israël ait commencé à négocier un accord de cessez-le-feu avec le Hamas. (Barak Ravid, [Operation « Cast Lead »: Israeli Air Force strike followed months of planning](#), Haaretz, 27 décembre 2008)

Durant ce même mois, les autorités israéliennes ont contacté British Gas afin de reprendre des négociations cruciales relativement à l'achat du gaz naturel de Gaza :

« Les directeurs général du Trésor et du ministère des Infrastructures nationales Yarom Ariav et Hezi Kugler ont convenu d'informer BG qu'Israël souhaitait renouer les pourparlers.

Les sources ont ajouté que BG n'a pas encore répondu officiellement à la requête d'Israël, mais que des cadres de la compagnie viendraient probablement en Israël dans quelques semaines afin de discuter avec des officiels du gouvernement. » (Globes online- Israel's Business Arena, 23 juin 2008)

Chronologiquement, la décision d'accélérer les négociations avec British Gas (le Groupe BG) coïncidait avec la planification de l'invasion de Gaza amorcée en juin. Il semble qu'Israël s'empressait de conclure un accord avec BG Group avant l'invasion, dont la planification était déjà à un stade avancé.

Qui plus est, ces négociations étaient menées par le gouvernement d'Ehoud Olmert, qui était au courant qu'une invasion militaire était planifiée. Selon toute vraisemblance, le gouvernement israélien envisageait aussi un nouvel accord politico-territorial « d'après-guerre » pour la bande de Gaza.

En fait, les négociations entre British Gas et les officiels israéliens étaient en cours en octobre 2008, soit 2 à 3 mois avant le début des bombardements le 27 décembre.

En novembre 2008, les ministères israéliens des Finances et des Infrastructures nationales ont sommé Israel Electric Corporation (IEC) d'entamer des négociations avec British Gas concernant l'achat de gaz naturel de ses concessions en mer à Gaza. (Globes, 13 novembre 2008)

Yarom Ariav, directeur général du ministère des Finances, et Hezi Kugler, directeur général du ministère des Infrastructures Nationales, ont écrit récemment à Amos Lasker, chef de la direction d'IEC, l'informant de la décision du gouvernement de permettre aux négociations d'aller de l'avant, conformément à la proposition cadre approuvée plus tôt cette année.

Il y a quelques semaines, le conseil d'administration d'IEC, dirigé par le président Moti Friedman, a approuvé les principes de la proposition cadre. Les pourparlers avec BG Group commenceront dès que le conseil d'administration approuvera l'exemption pour l'offre. (Globes, 13 novembre 2008)

## Gaza et la géopolitique de l'énergie

L'occupation militaire de Gaza a pour but de transférer la souveraineté des gisements gaziers à Israël, en violation du droit international.

À quoi pouvons-nous nous attendre après l'invasion ?

Quelle est l'intention d'Israël en ce qui concerne le gaz naturel de la Palestine ?

Y aura-t-il un nouvel arrangement territorial, avec le stationnement de troupes israéliennes et/ou la présence de « forces de maintien de la paix » ?

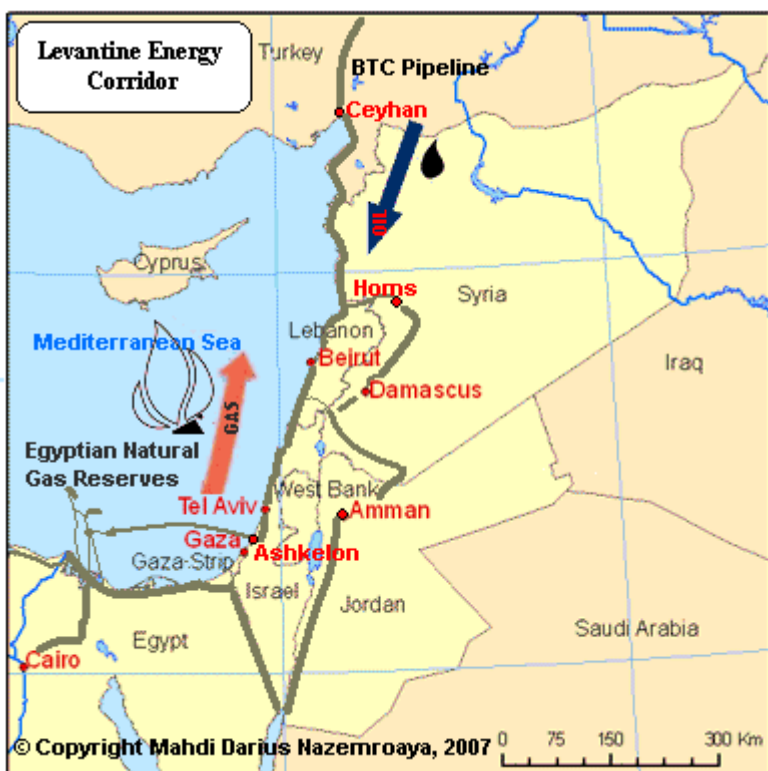
Assisterons-nous à la militarisation de la totalité du littoral de Gaza, lequel est stratégique pour Israël ?

Les gisements gaziers palestiniens seront-ils purement et simplement confisqués, et la souveraineté israélienne sur les zones maritimes de la bande de Gaza sera-t-elle déclarée unilatéralement ?

Si cela devait arriver, les gisements gaziers de Gaza seraient intégrés aux installations adjacentes d'Israël en mer. (Voir la carte 1 ci-dessus).

Ces diverses installations en mer sont aussi reliées au couloir de transport énergétique d'Israël, qui se prolonge du port d'Eilat, port maritime terminal du pipeline sur la Mer Rouge, au terminal du pipeline à Ashkelon, et vers Haïfa au nord. Le corridor se rattacherait éventuellement par un pipeline israélo-turc, actuellement à l'étude, au port turc de Ceyhan.

Ceyhan est le terminal du pipeline Trans-Caspien Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). « On envisage la liaison du pipeline BTC au pipeline Trans-Israël Eilat-Ashkelon, aussi connu sous le nom d'Israel's Tipline. » (Voir Michel Chossudovsky, [The War on Lebanon and the Battle for Oil](#), Global Research, 23 juillet 2006).



Lire l'article original en anglais : [War and Natural Gas: The Israeli Invasion and Gaza's Offshore Gas Fields](#)

Traduction: Pétrus Lombard. Révisée par Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur d'économie à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 11 langues).



[Guerre et mondialisation](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2013

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

#### A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including The Globalization of Poverty and The New World Order (2003), America's "War on

Terrorism" (2005), The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century (2009) (Editor), Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War (2011), The Globalization of War, America's Long War against Humanity (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com) Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)